

Du Contrat Social, Ou Principes Du Droit Politique, Avec Une Préface, PDF

Jean-Jacques Rousseau



Plus de livres gratuits sur Bookey



Scanner pour télécharger

À propos du livre

Titre : Du Contrat social, ou Principes du droit politique, Préfacé par Jean Larocque

Date d'édition originale : 1889

Cette œuvre s'inscrit dans un effort de préservation du patrimoine littéraire français, orchestré en collaboration avec la Bibliothèque nationale de France (BNF). HACHETTE LIVRE, en partenariat avec la BNF, propose ainsi un éventail de titres désormais indisponibles, avec la BNF ayant numérisé ces anciennes publications et HACHETTE LIVRE se chargeant de leur impression à la demande.

Certains textes inclus dans cette collection sont représentatifs de courants de pensée spécifiques à leur époque, bien que certains d'entre eux puissent être considérés comme problématiques de nos jours. Néanmoins, ils font partie intégrante de l'histoire intellectuelle française et peuvent apporter une valeur tant scientifique qu'historique.

Notre démarche éditoriale vise à rendre ces œuvres accessibles, tout en soulignant que nous ne garantissons en aucun cas le contenu qu'elles proposent. Pour plus d'informations, veuillez consulter le site www.hachettebnf.fr.

Plus de livres gratuits sur Bookey



Scanner pour télécharger

Pourquoi utiliser l'application Bookey est-il mieux que lire des PDF ?



Essai gratuit avec Bookey





Essayez l'appli Bookey pour lire plus de 1000 résumés des meilleurs livres du monde

Débloquez **1000+** titres, **80+** sujets

Nouveaux titres ajoutés chaque semaine



Aperçus des meilleurs livres du monde



Essai gratuit avec Bookey





Pourquoi Bookey est une application incontournable pour les amateurs de livres



Contenu de 30min

Plus notre interprétation est profonde et claire, mieux vous saisissez chaque titre.



Format texte et audio

Absorberez des connaissances même dans un temps fragmenté.



Quiz

Vérifiez si vous avez maîtrisé ce que vous venez d'apprendre.



Et plus

Plusieurs voix & polices, Carte mentale, Citations, Clips d'idées...

Essai gratuit avec Bookey





Les meilleures idées du monde débloquent votre potentiel

Essai gratuit avec Bookey



Scanner pour télécharger



Du Contrat Social, Ou Principes Du Droit Politique, Avec Une Préface, Résumé

Écrit par Livres1

Plus de livres gratuits sur Bookey



Scanner pour télécharger

Qui devrait lire ce livre **Du Contrat Social, Ou Principes Du Droit Politique, Avec Une Préface,**

Le livre "Du Contrat social, ou Principes du droit politique" de Jean-Jacques Rousseau devrait être lu par tous ceux qui s'intéressent à la philosophie politique, à la théorie du contrat social et à la réflexion sur la légitimité du pouvoir. Les étudiants en sciences sociales et politiques, les philosophes, ainsi que les citoyens engagés dans la promotion de la démocratie et des droits de l'homme trouveront des idées fondamentales dans ce texte qui explore la nature de la société et le rôle de l'individu dans la construction d'une communauté juste. De plus, les responsables politiques et les acteurs du changement social pourraient bénéficier de la compréhension des principes du gouvernance participative et de la volonté générale, qui sont au cœur de la pensée de Rousseau.

Plus de livres gratuits sur Bookey



Scanner pour télécharger

Principales idées de Du Contrat Social, Ou Principes Du Droit Politique, Avec Une Préface, en format de tableau

Chapitre	Résumé
1. Introduction	Rousseau introduit l'idée d'un contrat social comme fondement de la légitimité politique.
2. L'homme et l'état de nature	Il décrit l'état de nature, où l'homme est libre et égal, contrastant avec la société civile qui engendre inégalités.
3. Origine du droit	Rousseau explique que le droit politique émane de la volonté générale et doit être fondé sur l'égalité.
4. Le contrat social	Le contrat social est un accord entre les individus pour vivre en société tout en préservant leur liberté.
5. La volonté générale	La volonté générale est la volonté collective des citoyens, qui doit prévaloir sur les intérêts particuliers.
6. Les gouvernements	Il distingue différents types de gouvernements et leur rapport à la volonté générale.
7. La souveraineté	La souveraineté appartient au peuple; il ne peut déléguer sa volonté.
8. La démocratie	Rousseau plaide pour une démocratie directe, où chacun a une voix dans les décisions.



Chapitre	Résumé
9. L'éducation des citoyens	Il insiste sur l'importance de l'éducation pour former des citoyens vertueux et engagés.
10. Conclusion	La liberté et l'égalité doivent guider l'organisation politique; le contrat social est crucial aux valeurs démocratiques.



Du Contrat Social, Ou Principes Du Droit Politique, Avec Une Préface, Liste des chapitres résumés

1. Introduction à la Nature Humaine et le Contrat Social
2. L'origine et la légitimité de la souveraineté populaire
3. Les droits et devoirs des citoyens dans la société
4. Les principes d'égalité et de justice dans le gouvernement
5. La notion de volonté générale et son importance
6. Les limites de l'autorité et la nécessité de la liberté
7. Conclusion sur l'application du Contrat Social dans la société moderne



1. Introduction à la Nature Humaine et le Contrat Social

Dans "Du Contrat social, ou Principes du droit politique", Jean-Jacques Rousseau aborde fondamentalement la question de la nature humaine en lien avec la constitution des sociétés civiles. Son analyse commence par l'idée que l'homme est naturellement bon et que c'est la société qui le corrompt. Rousseau élabore une réflexion sur l'état naturel de l'homme, où il vit librement, en harmonie avec lui-même et avec la nature. Dans cet état, l'individu agit en fonction de ses instincts, pouvant ainsi réaliser son potentiel sans la contrainte des institutions sociales.

Cependant, Rousseau met en lumière le paradoxe de cette liberté naturelle face à l'évolution de l'humanité. À partir du moment où les hommes forment des sociétés, ils introduisent des structures, des lois et des conventions qui peuvent altérer leur état primordial. Il pose la question de la nécessité d'un contrat social, affirmant que pour préserver leur propre liberté, les individus doivent consentir à créer des lois communes qui régissent la vie collective. Ce contrat social devient donc le fondement de la société civile, garantissant à la fois la sécurité et la liberté des citoyens.

Le contrat social est une synthèse des intérêts individuels, où chacun renonce à une partie de sa liberté en échange d'une protection et d'une plus grande liberté collective. Rousseau souligne l'importance pour chaque



individu de s'engager volontairement dans cette démarche, ouvrant ainsi une voie vers une souveraineté populaire. En effet, la légitimité de l'autorité d'un gouvernement est intrinsèquement liée à cette volontarité d'adhérer au contrat, faisant de la volonté générale l'âme du corpus social. Ce dernier ne peut exister que si les membres de la communauté acceptent de prioriser l'intérêt collectif au-delà de leurs intérêts personnels.

Ainsi, l'idéal de Rousseau est de construire une société où chaque citoyen a la possibilité d'exprimer sa volonté dans le cadre de la volonté générale, renforçant le concept de démocratie participative. La nature humaine, selon lui, est donc intrinsèquement liée à notre capacité à agir ensemble pour le bien commun, à travers le respect et la justice. Cet équilibre entre liberté individuelle et responsabilité collective est essentiel pour le fonctionnement et la pérennité de la société, et c'est autour de ces notions que se dessine la légitimité du contrat social.

Plus de livres gratuits sur Bookey



Scanner pour télécharger

2. L'origine et la légitimité de la souveraineté populaire

Jean-Jacques Rousseau, dans "Du Contrat social", propose une réflexion approfondie sur l'origine et la légitimité de la souveraineté populaire, qui constitue le fondement de son système politique. Pour Rousseau, la souveraineté réside dans le peuple, et son institution est le fruit d'un contrat social par lequel les individus se regroupent pour former une volonté collective. Ce contrat ne se limite pas à la simple formalisation des relations entre gouvernants et gouvernés, mais engendre une légitimité qui repose avant tout sur le consentement des gouvernés.

Rousseau commence par affirmer que l'homme, dans son état naturel, est libre et égal. Cependant, l'évolution des sociétés, marquée par la naissance de la propriété privée, a engendré des inégalités sociales qui compromettent cette liberté. C'est donc de cette nécessité de restaurer l'égalité et la liberté, tout en répondant aux nécessités de la vie en commun, qu'émerge le concept de souveraineté populaire.

Le contrat social représente un acte de volonté par lequel les individus acceptent de renoncer à certaines de leurs libertés personnelles afin de créer une entité politique capable de défendre le bien commun. En d'autres termes, les citoyens s'unissent pour former un corps collectif, qui sera la source de la souveraineté. Cette union est légitimée dès lors qu'elle respecte la volonté



générale, qui est l'expression des intérêts communs et du bien commun, ce qui fait de la loi le produit de la volonté populaire.

La notion de légitimité dans ce cadre ne doit pas être confondue avec la simple légalité. Pour Rousseau, un gouvernement peut être légal sans être légitime s'il ne dérive pas de la volonté du peuple. La légitimité, selon lui, est intrinsèquement liée à la réponse apportée aux besoins collectifs et à l'intérêt général. Ainsi, les gouvernants ne peuvent revendiquer un juste pouvoir que s'ils agissent en accord avec la volonté générale.

Rousseau souligne également que la souveraineté ne peut être déléguée. Elle est indivisible et inaliénable, signifiant que le peuple ne peut transférer son pouvoir à un représentant sans risquer de trahir les principes du contrat social. Par là, il fait la promotion d'un système où le peuple exerce directement son pouvoir, et où des institutions participatives sont encouragées pour garantir cette souveraineté populaire.

En définitive, l'origine et la légitimité de la souveraineté populaire selon Rousseau reposent sur une conception de l'homme comme agent libre et responsable. Le contrat social établit une structure politique qui respecte cette liberté tout en permettant la coexistence pacifique et l'harmonie au sein de la société. Rousseau nous invite ainsi à réfléchir sur notre rôle dans la société moderne : celui de citoyens actifs, impliqués et conscients de la



nécessité de défendre cette souveraineté populaire pour assurer un avenir juste et équitable.

Plus de livres gratuits sur Bookey



Scanner pour télécharger

3. Les droits et devoirs des citoyens dans la société

Dans "Du Contrat social, ou Principes du droit politique," Jean-Jacques Rousseau explore en profondeur la relation entre les droits et les devoirs des citoyens dans une société libre et juste. À la base de son argument, Rousseau postule que chaque individu, en entrant dans une société par le biais d'un contrat social, acquiert non seulement des droits, mais également des responsabilités vis-à-vis de ses concitoyens et de la collectivité.

Rousseau fait valoir que les droits des citoyens sont inhérents à leur existence en tant qu'êtres humains. Ces droits incluent la liberté, l'égalité, et la sûreté, chacun étant essentiel pour assurer un environnement propice au développement individuel et à l'épanouissement social. La liberté permet aux individus d'exprimer leurs pensées et d'agir selon leur volonté, tant que cela ne nuit pas à autrui. L'égalité, quant à elle, garantit que tous les citoyens, indépendamment de leur statut social ou économique, ont un accès équitable aux biens et aux opportunités offerts par la société.

Cependant, ces droits ne sont pas absolus. Ils s'accompagnent de devoirs qui visent à protéger la société et à maintenir l'ordre. Rousseau souligne que chaque citoyen a le devoir de participer à la vie civique, ce qui inclut la participation aux élections, le respect des lois, et l'engagement envers le bien commun. La notion de devoirs civiques est cruciale ; sans cela, les droits



individuels pourraient conduire à un désordre et à une anarchie. Ainsi, Rousseau prône un équilibre entre droits et responsabilités, où la liberté individuelle s'exerce dans le cadre d'une solidarité collective.

Un autre point essentiel abordé par Rousseau est la nécessité de l'éducation civique afin de former des citoyens responsables et conscients. Selon lui, un engagement éclairé est impératif dans la promotion des intérêts de la collectivité. L'éducation ne se limite pas à l'instruction formelle, mais elle englobe également l'instillation de valeurs morales et éthiques qui renforcent le sens de la communauté et le respect des règles sociales.

Rousseau insiste aussi sur le fait que les citoyens doivent être vigilants et critiques envers leurs gouvernements. Cela implique un devoir de responsabilité où chaque citoyen, en tant qu'agent du changement, doit défendre non seulement ses propres droits, mais également ceux des autres. De cette manière, l'intérêt général prévaut, et la corruption du pouvoir peut être combattue.

Enfin, Rousseau reconnaît que la moderne société ne doit pas oublier l'importance de la solidarité. Dans un monde où les individualismes sont souvent exacerbés, il réaffirme la nécessité de se rappeler que chaque droit est également un engagement envers ses compatriotes. Les citoyens doivent ainsi œuvrer ensemble pour le bien-être de tous, concrétisant ainsi la notion



de volonté générale, qui ne peut être que l'aboutissement d'un contrat social respecté et vécu au jour le jour.

Ainsi, les droits et devoirs des citoyens ne peuvent être dissociés dans la construction d'une société juste. La compréhension de cette dualité est fondamentale dans l'approche de Rousseau sur le contrat social, qui cherche à harmoniser les aspirations individuelles avec les nécessités de la vie commune.

Plus de livres gratuits sur Bookey



Scanner pour télécharger

4. Les principes d'égalité et de justice dans le gouvernement

Dans "Du Contrat social", Jean-Jacques Rousseau propose une réflexion profonde sur les principes d'égalité et de justice, qui sont essentiels pour le bon fonctionnement d'un gouvernement légitime. Rousseau insiste sur le fait que toute société se doit de garantir l'égalité entre ses citoyens afin de les protéger contre les abus de pouvoir et d'assurer un ordre social juste.

Le premier point que Rousseau aborde est la notion d'égalité naturelle. Selon lui, tous les hommes naissent libres et égaux. Cependant, les inégalités sociales, souvent exacerbées par la richesse et le pouvoir, corrompent cette égalité fondamentale et entraînent l'aliénation des individus. Rousseau s'oppose donc à toute forme d'inégalité qui ne serait pas fondée sur la loi ou la volonté collective. Dans un gouvernement juste, chaque citoyen devrait jouir des mêmes droits et bénéfices, indépendamment de son statut social ou économique.

Rousseau relie cette notion d'égalité à celle de la justice, qui est également au cœur de son projet politique. Pour lui, la justice ne peut advenir que lorsque les lois sont créées par et pour le peuple, et qu'elles visent l'intérêt général. L'idée de justice chez Rousseau repose sur le concept de la volonté générale, qui transcende les intérêts particuliers pour promouvoir le bien commun. Ainsi, seule une législation qui émerge de cette volonté collective



peut être considérée comme juste. La justice n'est pas seulement une question de légalité, mais elle implique aussi une éthique sous-jacente qui doit guider chaque acte gouvernemental.

En affirmant que la souveraineté appartient au peuple, Rousseau souligne que la légitimité d'un gouvernement repose sur sa capacité à réaliser l'égalité et la justice parmi les citoyens. Dans ce cadre, le rôle des gouvernants est d'incarner cette volonté générale, en veillant à ce que chacun ait des chances égales et que la loi soit appliquée de manière équitable à tous.

De plus, Rousseau met en garde contre les dangers de la volonté particulière, qui peut émerger lorsque certains groupes ou individus cherchent à contourner l'égalité pour servir leurs propres intérêts au détriment des autres. Un gouvernement qui perd de vue les principes d'égalité et de justice se condamne à devenir tyrannique, car il ne peut représenter que quelques privilégiés plutôt que l'ensemble du corps social.

Enfin, les principes d'égalité et de justice, selon Rousseau, ne sont pas seulement des idéaux philosophiques, mais doivent se traduire par des institutions et des pratiques concrètes. Cela implique, entre autres, la nécessité d'un système éducatif capable de former des citoyens éclairés et responsables, capables de défendre leurs droits et de participer activement à la vie politique. Ainsi, Rousseau plaide pour une réforme des structures



gouvernementales afin qu'elles reflètent ces principes fondamentaux, assurant non seulement la paix sociale, mais également la prospérité de l'ensemble de la société.

Plus de livres gratuits sur Bookey



Scanner pour télécharger

5. La notion de volonté générale et son importance

La notion de volonté générale est au cœur de la pensée de Rousseau et constitue une pierre angulaire de son ouvrage "Du Contrat social, ou Principes du droit politique". Rousseau définit la volonté générale comme la volonté collective de tout le peuple, qui s'exprime par le consensus de la majorité. Elle se distingue de la volonté particulière, qui ne représente que les intérêts individuels ou de groupes spécifiques.

L'importance de la volonté générale réside dans son rôle en tant que fondement de la légitimité du pouvoir politique. Selon Rousseau, c'est en appliquant la volonté générale que l'État peut légitimement exercer son autorité, car elle représente l'intérêt commun et la sauvegarde du bien commun. Ainsi, un gouvernement ne peut être considéré comme légitime que s'il agit conformément à cette volonté collective, qui vise à promouvoir l'égalité et la liberté de tous les citoyens. Ce principe est essentiel pour la création d'une société juste, où les décisions politiques ne sont pas prises en faveur d'un petit groupe au détriment de la majorité, mais plutôt au bénéfice de l'ensemble des citoyens.

Rousseau avance également que la volonté générale ne peut être imposée par la force. Elle doit émaner d'un processus démocratique dans lequel tous les citoyens ont la possibilité de participer au débat public et de faire entendre



leur voix. Ce processus garantit que les lois et les politiques mises en œuvre reflètent véritablement les aspirations et les besoins de la population.

Rousseau souligne que chaque citoyen a le devoir de contribuer à l'expression de la volonté générale, en s'engageant activement dans les affaires publiques.

Malgré son caractère unitaire, la volonté générale n'est pas synonyme d'uniformité. Rousseau reconnaît que les citoyens peuvent avoir des opinions divergentes et des intérêts variés. Cependant, en discutant et en débattant au sein de la société, les individus doivent viser à transcender leurs intérêts personnels pour parvenir à un consensus qui fasse primer le bien collectif. Cette dynamique permet la formation d'une société où la diversité des opinions enrichit le dialogue politique, tout en préservant l'harmonie nécessaire à la cohésion sociale.

En somme, la volonté générale est fondamentale pour Rousseau car elle incarne la véritable essence de la souveraineté populaire et la légitimité de l'autorité politique. Elle est le moyen par lequel la liberté individuelle et la justice sociale peuvent coexister, assurant ainsi que chacun se sente partie intégrante de la communauté politique. En portant une attention constante à la volonté générale, un gouvernement peut espérer réduire les inégalités et favoriser une société où chaque citoyen a une voix, contribuant ainsi à la réalisation d'un véritable contrat social.



6. Les limites de l'autorité et la nécessité de la liberté

Dans l'ouvrage "Du Contrat social", Jean-Jacques Rousseau aborde la question des limites de l'autorité dans le cadre d'une société civile organisée. Selon lui, l'autorité politique doit être ramenée à des proportions qui respectent la liberté des individus, car c'est dans cette liberté que réside la véritable essence de la nature humaine. Rousseau postule que chaque homme est par nature libre, et que l'autorité ne peut être justifiée que dans la mesure où elle respecte cette liberté fondamentale.

Loin d'être un simple outil de contrôle, l'autorité doit être synonyme de protection et de garantie des droits des citoyens. Rousseau met en lumière le danger d'une autorité qui dépasserait les limites appropriées, au risque de se transformer en tyrannie. En effet, il soutient que le pouvoir exercé par une multitude doit être restreint par un cadre législatif qui assure l'égalité et la justice. Ainsi, toute loi qui ne respecterait pas la volonté générale pourrait être vue comme non légitime, car elle trahirait la confiance placée par les citoyens dans leur propre gouvernement.

Il souligne aussi que la liberté ne se limite pas à l'absence de contraintes, mais implique la responsabilité d'agir selon la raison et le bien commun. La suppression de la liberté individuelle, même pour des raisons d'ordre public ou de sécurité, ne serait donc pas acceptable dans un cadre social juste. En



effet, il est nécessaire que chaque citoyen participe à la formation de la volonté générale, garantissant ainsi que l'autorité politique reste un reflet de la volonté du peuple, et non une force oppressante.

Dans cette perspective, la liberté devient une condition sine qua non pour le bon fonctionnement de la société. Sans elle, le concept de souveraineté populaire est purement théorique ; la volonté générale, pour être valable, doit impliquer un engagement actif de chaque citoyen envers la collectivité. La liberté permet aux individus d'exprimer leurs opinions, de débattre des lois, et de contester le pouvoir lorsqu'il déroge à ses fonctions protectrices.

En somme, Rousseau nous rappelle que les limites de l'autorité doivent être clairement définies pour qu'elle serve véritablement l'intérêt général. La nécessité de la liberté n'est pas juste un appel à l'anarchie, mais une exigence pour un gouvernement légitime et basé sur le consentement des gouvernés. En posant ces principes, Rousseau a posé les jalons d'une réflexion qui résonne encore aujourd'hui : la quête d'une société juste et équitable passe par un équilibre harmonieux entre l'autorité des gouvernants et la liberté des gouvernés.



7. Conclusion sur l'application du Contrat Social dans la société moderne

Le Contrat Social de Rousseau trouve une résonance marquée dans la société moderne, en proposant des principes fondamentaux qui sous-tendent les démocraties contemporaines. Sa vision d'une souveraineté populaire, où la légitimité du pouvoir émane du peuple, semble plus pertinente que jamais à l'heure des mouvements démocratiques et des revendications citoyennes. Dans de nombreuses sociétés, la quête d'une représentation véritable et d'un engagement civique renouvelé démontre que les idées de Rousseau sur le devoir des citoyens de participer activement à la gouvernance sont toujours d'actualité.

D'autre part, l'accent que Rousseau met sur l'égalité et la justice offre un cadre conceptuel pour adresser les inégalités croissantes dans nos sociétés modernes. Les disparités économiques et sociales, souvent exacerbées par des systèmes politiques défaillants, soulignent la nécessité d'un retour à des principes de justice sociale, où chaque individu, indépendamment de sa condition, a un accès équitable aux ressources et aux droits fondamentaux. En revisitant les idées de Rousseau, nous pouvons insuffler une nouvelle dynamique aux luttes pour l'égalité.

La notion de volonté générale, porteuse d'un idéal de consensus autour de l'intérêt commun, est d'une importance cruciale dans nos sociétés de plus en



plus polarisées. La fragmentation des opinions et l'individualisme exacerbant les conflits rendent nécessaire un cadre de réflexion dans lequel les intérêts collectifs prévalent sur les ambitions individuelles. La volonté générale appelle à une préoccupation pour le bien commun, incitant chaque citoyen à transcender ses intérêts personnels pour le plus grand bénéfice de la collectivité.

Cependant, l'importance de la liberté, selon Rousseau, reste un point de tension dans ces discussions. À une époque où les libertés individuelles sont souvent entravées, que ce soit par des législations restrictives ou par des normes sociales rigides, le message de Rousseau appelant à la protection des libertés fondamentales demeure essentiel. La liberté ne doit pas simplement être une autre forme d'aliénation, mais plutôt un fondement sur lequel se construit une société où chaque individu peut s'épanouir sans entrave.

En somme, l'application du Contrat Social dans la société moderne urge à retisser les liens entre l'individu et la collectivité. Si les défis sont multiples et complexes, l'œuvre de Rousseau continue d'offrir des outils pour envisager une société plus juste et plus équitable, où la participation citoyenne et le respect de la liberté sont au cœur de la vie politique. En intégrant ces principes et en favorisant leur mise en œuvre, nous pouvons faire avancer notre société vers un avenir qui honore le véritable sens du contrat social.



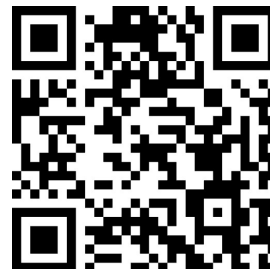
5 citations clés de Du Contrat Social, Ou Principes Du Droit Politique, Avec Une Préface,

1. "L'homme est né libre, et partout il est dans les fers."
2. "La souveraineté ne peut être représentée ; elle consiste essentiellement dans la volonté générale."
3. "Le contrat social établit une forme de gouvernement qui doit servir à protéger les droits de tous."
4. "Il n'y a point de meilleure garantie pour la liberté que le respect des lois."
5. "Le plus fort n'est jamais assez fort pour être toujours le maître, à moins qu'il ne transforme sa force en droit."





Scanner pour
télécharger



Bookey APP

Plus de 1000 résumés de livres pour renforcer votre esprit

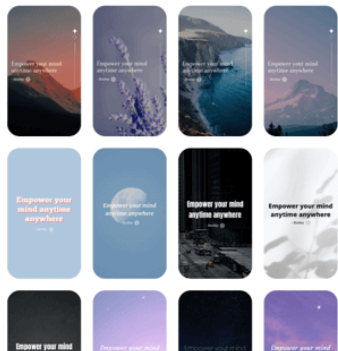
Plus d'un million de citations pour motiver votre âme

Citations

1000+Sujets 50+Thèmes

**Il est plus facile de résister
au début qu'à la fin.**

- Influence et manipulation



Carte Mentale

Saisir l'essentiel

**Aphorismes sur la sagesse
dans la vie**

Key Insight 1

- Se connaître soi-même

Comprendre la nature humaine

Notre vie est déterminée par le
tempérament

Le développement personnel exige la
solitude et l'isolement.

Key Insight 2

- Avoir une bonne compréhension de
la relation sujet-objet

Les thèmes qui vous plaisent

**Quels sont vos objectifs de
lecture ?**

Choisissez 1-3 buts

Être un meilleur parent

Être une personne efficace

Améliorer ses aptitudes sociales

Améliorer les compétences de gestion

Ouverture d'esprit

Gagner plus d'argent

Être en bonne santé

Être heureux

S'inspirer par le biais de biographies